

# NATIONS UNIES CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



49089  
Distr.  
GENERALE

E/CN.14/252  
18 décembre 1963

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Sixième session

Addis-Abéba, 19 février - 3 mars 1964

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

## RAPPORT D'AVANCEMENT RELATIF A L'ETUDE SUR LA SITUATION ECONOMIQUE EN AFRIQUE

1. Les travaux préparatoires à l'étude sur la situation économique de l'Afrique ont commencé peu après la cinquième session. Au cours du deuxième trimestre de 1963, certains membres du personnel du secrétariat ont visité un grand nombre de pays pour y recueillir une documentation et discuter les problèmes en question avec des fonctionnaires des gouvernements, des représentants du Bureau de l'assistance technique (BAT) et des experts de l'Assistance technique (AT). Ces visites ont, dans certains cas, coïncidé avec des services consultatifs temporaires portant sur différents domaines d'activité.

2. La première phase des travaux - qui consistait en l'étude des méthodes et des problèmes de développement économique d'un certain nombre de pays - s'est achevée vers la fin de novembre. A ce moment, les pays suivants avaient fait l'objet de cette analyse.

### Afrique du nord

: Maroc, RAU, Algérie;

### Afrique de l'ouest

: Sénégal, Côte-d'Ivoire, Ghana,  
Nigéria, Congo (Léo.);

### Afrique de l'est, Afrique

### centrale et méridionale

: Kenya, Ouganda, Tanganyika, ainsi qu'une étude distincte sur les problèmes communs aux trois pays est-africains, la Rhodésie du Sud, la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland et la République Sud-Africaine.



3. On procède également au rassemblement systématique de documents sur quelques autres pays, tels que, par exemple, l'Ethiopie, le Soudan, les quatre pays de l'Afrique équatoriale, le Cameroun, etc.

4. La seconde phase du travail, qui consiste en une analyse des principaux secteurs de l'activité économique - agriculture, industrie, commerce, etc., - à l'échelon sous-régional, est déjà en cours, et quelques points intéressants s'en dégagent. En même temps, des travaux ont été entrepris pour la préparation de trois études intégrées, dont chacune embrasse l'une des trois sous-régions principales de l'Afrique.

5. Au stade actuel, il semble finalement que l'étude définitive abordera à la fois les sous-régions et les régions. Une gamme très étendue de problèmes peut être analysée avec fruit sous l'angle sous-régional, tandis que, dans d'autres cas, la méthode d'enquêtes régionales sera plus indiquée. En règle générale, on peut dire que la première méthode semble particulièrement utile lors de l'analyse des problèmes qui ont, en fait, conduit à la création des bureaux sous-régionaux de la CEA et chaque fois qu'une action concertée s'annonce particulièrement efficace, à condition d'être menée dans les sous-régions.

6. Comme on l'a déjà expliqué au cours de la cinquième session de la Commission, l'étude se divisera en trois parties :

La partie I, qui donne un tableau condensé de l'économie de la région au début de 1960 et définit la situation de l'Afrique par rapport à l'économie mondiale.

La partie II, qui traite plus en détail des tendances et modes de croissance observés durant la dernière décennie, ainsi que des facteurs qui ont donné naissance à la situation actuelle.

La partie III, qui étudie les problèmes de développement actuels en Afrique et qui cherche à exposer dans leurs grandes lignes les perspectives et les possibilités de croissance, ainsi que les politiques économique et sociale qui doivent susciter un développement plus rapide.



7. Conformément aux vœux exprimés par un très grand nombre de délégations lors de la cinquième session, l'accent va être déplacé de telle manière que l'on consacrera attention toute particulière à la partie III, qui deviendra ainsi le chapitre le plus important de l'étude. Les travaux relatifs à un certain nombre de problèmes qui se posent dans cette partie de l'étude sont déjà en cours d'exécution. Divers sections du secrétariat y ont également contribué en fournissant de la documentation sur des questions telles que, par exemple, l'examen des programmes de développement existants, la possibilité de coordonner les programmes de développement, les programmes d'industrialisation et les politiques générales, etc. Tous ces points, ainsi que d'autres questions pertinentes, seront traités systématiquement dans la partie III de l'étude.

- - - - -

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



48163



Distr.  
LIMITEE

E/CN.14/CART/17  
E/CONF.43/17  
9 mai 1963

Original : FRANCAIS

CONFERENCE CARTOGRAPHIQUE REGIONALE  
DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE  
Nairobi (Kenya), 1-13 juillet 1963  
Point 10 de l'ordre du jour provisoire

NOTE SUR LA COOPERATION INTERNATIONALE POUR L'ETABLISSEMENT  
DES CARTES A CHEVAL SUR PLUSIEURS ETATS

(Communication présentée par le Gouvernement français)



NOTE SUR LA COOPERATION INTERNATIONALE POUR L'ETABLISSEMENT  
DES CARTES A CHEVAL SUR PLUSIEURS ETATS

(Institut Géographique National, Paris)

Une Coopération Internationale ne peut être assurée dans le domaine de l'édition cartographique, quelle que soit l'échelle, que par des conventions bilatérales, passées entre établissements producteurs.

Dans le cas de cartes à cheval sur plusieurs Etats, deux questions se posent : celle du découpage et celle de la coproduction.

Il est rappelé que le découpage des séries modernes dérive du découpage théorique de la Carte Internationale du Monde au millionième (CIM), (en latitude zones de  $4^{\circ}$ , en longitude fuseaux de  $6^{\circ}$ ).

Aux grandes échelles, moyennes échelles et petites échelles jusqu'à 1/500.000, ce découpage subit aux frontières des modifications en longitude, de telle façon que le territoire d'un Etat soit entièrement couvert par le minimum de feuilles.

Au 1/1.000.000, échelle pour laquelle la projection Lambert, par zones de  $4^{\circ}$  de latitude, est universellement adoptée, le découpage théorique subit des modifications en longitude, plus rarement en latitude, de telle façon qu'un continent soit couvert par le minimum de feuilles, avec le cas échéant des recouvrements qui permettent une meilleure adaptation au découpage politique. Il en va de même au 1/2.000.000.

En ce qui concerne la coproduction, quelle que soit l'échelle, les responsabilités sont partagées entre deux Etats producteurs.

L'Institut Géographique National Français tenant compte de difficultés et d'échecs subis dans le passé, propose une formule de coproduction, basée sur la recherche de l'économie, de la souplesse et de l'efficacité maxima :

"Chaque Etat producteur doit disposer de son édition propre et dans ce but, chaque Etat établit la maquette<sup>1/</sup>, trait et écritures, concernant exclusivement son territoire et l'adresse à son partenaire avec la documentation de base utilisée.

Chacun rédige et édite la feuille suivant ses normes.

Les épreuves d'essai sont échangées chacun n'examinant que son territoire.

Ultérieurement, lors des rééditions, les modèles de mise à jour sont échangés, chacun ne traitant que son territoire".

aux standards géométriques, moyennes échelles et petites échelles jusqu'à 1:500.000, de sorte qu'il soit possible d'effectuer des modifications en longueur et en largeur sans que la projection soit entièrement couverte par le minimum de feuilles.

La 1:1.000.000, échelle pour laquelle la projection théorique est de 6° de latitude, est universellement adoptée, la détermination exacte des modifications en longitude, ainsi qu'en latitude, de telle façon qu'un décalage soit constant par le minimum de feuilles, avec la possibilité de modifications qui permettent une réimpression sélective au besoin.

En ce qui concerne la projection, les feuilles sont établies, les responsables sont chargés entre eux Etats producteurs.

L'Institut Géographique National français tenant compte de difficultés et d'écarts dans le cadre propose une formule de coopération.

- 1/ Pour les Cartes de base, la maquette est constituée par l'impression monochrome des planches de trait de l'édition nationale. Pour les cartes dérivées on donne le nom "maquette" à l'assemblage (sur une feuille de projection à l'échelle d'édition) réalisé par collage d'épreuves sur papier bromure, obtenues par réduction photographique des préparations généralisées. Dans un processus général, la maquette permet l'établissement des fonds provisoires servant à la rédaction des planches fondamentales de "trait".